

Comme Martine* nous aussi, on en a ras-le-bol ! Grève le 8 octobre.

Solidaires Finances Publiques considère que la situation de la DGFIP est grave et alerte les personnels sur l'ampleur des restructurations en cours dans le réseau et sur leurs conséquences.

Tout est prétexte à la réduction du maillage territorial du réseau au mépris de l'égalité d'accès du citoyen au service public que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre :

- de la réforme territoriale
- de la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP.

Avec les suppressions d'emplois envisagées pour 2016, c'est près d'un emploi sur quatre qui aura été détruit en 15 ans aux finances publiques. Rien ne semble indiquer que cette hémorragie cesse un jour.

De surcroît, la Cour des Comptes, sous-marin officiel du MEDEF, outrepassant ses prérogatives, milite pour la suppression de plus d'un fonctionnaire sur deux et la remise en cause des 35 heures.

Il est évidemment plus facile de s'en prendre à la fonction publique que de s'en prendre au secteur financier, seul véritable coupable de la crise actuelle. Il est évidemment plus facile de supprimer des emplois publics que de lutter efficacement contre le chômage.

- **Ne pas réagir**, c'est permettre le démantèlement d'encore plus de sites DGFIP. N'attendons pas d'être directement concerné pour agir.
- **Ne pas réagir**, c'est cautionner la destruction de nos services, de nos emplois et à terme de la cohésion sociale.
- **Ne pas réagir**, c'est admettre implicitement la remise en cause de nos statuts particuliers, premier pas vers la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée.
- **Ne pas réagir**, c'est aussi accepter de nouvelles dégradations de la qualité du service et de nos conditions de travail.
- **Ne pas réagir**, c'est aussi permettre au gouvernement de confier tout ou partie de certaines missions au secteur privé.

C'est par la mobilisation des personnels, élus et usagers que l'on pourra stopper ce rouleau compresseur qui frappe toutes les missions et tous les postes ou services de notre administration et ainsi inverser la tendance. Nous ne pourrions pas tous devenir chauffeur de cars macrons !

**Bien entendu on parle de Martine Aubry qui a déclaré : « Macron, j'en ai ras-le-bol ! »*

Dans notre département, depuis 2010, 123 emplois ont déjà été supprimés
soit 15,2% des effectifs !

Et la purge ne s'arrêtera pas là alors que les services sont exsangues !

Le démantèlement continue. Après la fermeture des services de Rougemont et Clerval en 2015, la Direction locale a annoncé, lors du CTL du 2 juillet, son projet de fusion du Centre des Finances Publiques de Sochaux avec celui de Montbéliard 2 Vallées et la fusion du CFP d'Amancey avec Ornans. Ce qui revient à supprimer deux Centres des Finances Publiques au 1^{er} janvier 2016.

Attention : tous les services seront touchés !

Premiers sur la liste : les SIE. Pour preuve, la direction locale avait obtenu le feu vert pour la fusion des SIE de Morteau et Pontarlier. Cette fusion ne se fera pas en 2016. Mais quid pour 2017 ? Le but final de la DG étant d'arriver à un SIE unique départemental. Les fusions ne s'arrêteront donc pas à ces deux seuls SIE !

Ensuite à qui le tour ? La création des Centres de Contact est un véritable danger pour les SIP. En les vidant de leurs missions d'accueil et de gestion du contentieux, et si on ajoute à cela les suppressions d'effectifs, la Direction prépare purement et simplement la mise en place d'un SIP unique sur le département.

Contre cette politique aveugle et cette logique absurde de liquidation du service public :

- **Le 8 octobre Solidaires Finances Publiques 25 appelle les agents à se mettre en grève et à participer aux manifestations et rassemblements initiés par l'intersyndicale interprofessionnelle.**
 - **Besançon : 11h00 place de la révolution.**
 - **Montbéliard : 14h00 gare de Montbéliard.**
 - **Belfort : 10h30 place de la résistance.**
- **Le 9 octobre Solidaires Finances Publiques 25 appelle les agents du département à participer à une journée minimale de travail en ne pointant que sur les plages fixes. Nous vous appelons à participer à un rassemblement devant la DRFIP (quai Veil Picard) entre 11h30 et 14h00 pour faire entendre notre ras le bol à la direction locale. Au menu : saucisses – merguez – et revendications !**

Si vous voulez connaître l'avenir de notre direction lisez le verbatim des propos tenus par le Directeur général des finances publiques, lors de la rencontre des responsables territoriaux le 25 juin 2015 (disponible auprès de nos militants mais pas encore dans toutes les bonnes librairies). Attention ce texte peut être choquant pour un agent non averti.